

13 SEPTEMBER 2016 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LA FRANCE ET LA ROUMANIE, À BUCAREST LE 13 SEPTEMBRE 2016.

[Télécharger le .pdf](#)

Monsieur le Président de la République, Cher Klaus IOHANNIS,

Nous nous retrouvons dans un cadre à la fois inédit et exceptionnel puisque nous sommes dans un lieu de recherche qui travaille sur la lumière extrême, et nous sommes au milieu de lasers, dont je ne sais pas les effets qu'ils auront sur le développement personnel, d'abord, et économique ensuite, entre nos deux pays.

C'est aussi un symbole que de nous retrouver là, puisque la France et la Roumanie, grâce aux chercheurs et grâce aux entreprises qui les accompagnent -je pense notamment à THALES- sont capables de mettre en uvre ici, le laser le plus puissant du monde. Je pense que c'est un sujet de fierté que nous pouvons partager.

Qui aurait pu dire il y a deux ou trois décennies que nous serions capables, la France et la Roumanie, d'être leaders mondiaux dans cette technologie ? Je l'ai dit, nous le devons à ce haut niveau de la recherche en Roumanie et en France et à cette confiance mutuelle que nous nous sommes accordés.

La France et la Roumanie ont une longue tradition d'échanges dans tous les domaines qui remonte -cela a été rappelé- au 17ème ou 18ème siècle. Cette relation est à la fois culturelle, linguistique £ elle est aussi commerciale, scientifique et aussi politique. Président IOHANNIS, nous avons voulu donner une ampleur supplémentaire aux partenariats stratégiques entre nos deux pays, et notamment sur les grandes questions de défense parce que nous sommes dans le même ensemble, nous portons les mêmes valeurs, nous affrontons les mêmes menaces, et donc nous devons nous préparer, ce qui suppose d'avoir non seulement des échanges réguliers, mais également une politique industrielle. C'est vrai que depuis 1989, nos relations économiques se sont considérablement intensifiées.

DACIA est devenue une réussite là-aussi européenne, presque mondiale, et le pari était audacieux, il pouvait inquiéter aussi bien en Roumanie qu'en France. En Roumanie, sur la question de l'indépendance de la production, en France, sur la question des emplois, qui pouvaient être éventuellement créés ou menacés. En réalité, DACIA a fait la démonstration que RENAULT et DACIA pouvaient être une très grande entreprise qui, ici, en Roumanie, assure le marché intérieur, mais contribue aussi à l'exportation, et emploie 16.000 personnes, soit 3 % de la production nationale.

Le commerce extérieur s'est considérablement élevé en niveau quantitatif et qualitatif -le Président l'a rappelé- la France est le quatrième fournisseur de la Roumanie, et le troisième client de la Roumanie, c'est dire si nous avons pu amplifier notre courant d'échanges et faire de notre commerce extérieur une opportunité réciproque.

La particularité d'ailleurs de nos échanges, c'est qu'ils ont une grande complémentarité dans la chaîne de valeurs et sont à un niveau élevé -sept milliards d'euros- et en croissance significative. Alors, cela est dû d'abord aux entreprises -entreprises françaises comme entreprises roumaines- et aux chambres de commerce, que je veux saluer, puisque la Chambre de commerce et d'industrie française en Roumanie va fêter son vingtième anniversaire, et rassemble 450 entreprises qui y sont installées, qui ont fait le choix depuis parfois longtemps, de s'installer ici, en Roumanie.

La France est un investisseur important. La meilleure preuve est que la quasi-totalité des entreprises du CAC 40 sont implantées ici, en Roumanie. En ayant pris des positions significatives, ORANGE est le numéro un sur le marché de la téléphonie mobile, VEOLIA, ENGIE, je ne vais pas les citer les 40, mais ils sont tous là, et dans des secteurs très différents.

Les entreprises françaises contribuent au développement économique de la Roumanie dans des secteurs de pointe, c'était ce que je voulais surtout indiquer. Nous avons fait le choix avec la Roumanie d'être dans les secteurs d'avenir, et pas simplement dans des secteurs où la main d'uvre aurait pu être considérée comme plus avantageuse. Ce qui nous a mobilisés, les uns et les autres, les entreprises ou les gouvernements concernés, c'est de faire le choix de la technologie.

C'est ce qui explique que AIR LIQUIDE, SAINT-GOBAIN, SANOFI, MICHELIN, THALES sont ici, représentées avec des filiales qui, elles aussi, ont apporté une contribution technologique. L'autre caractéristique de la présence française est qu'elle concerne toutes les entreprises, les grandes -je les ai citées- celles du CAC 40, les entreprises de taille intermédiaire, et aussi les PME.

Je veux remercier les autorités roumaines d'avoir facilité l'arrivée de petites et moyennes entreprises de manière à ce qu'elles puissent trouver des partenaires et accéder également aux marchés. Si nous sommes dans cet univers de grandes technologies et de sciences à un niveau très élevé, c'est parce qu'il y a une tradition en Roumanie, une culture autour justement des mathématiques, de la physique.

Le Président de la République roumaine est lui-même physicien, nul n'est parfait, je parle de moi. Cette tradition scientifique fait que nous pouvons en avoir eu la démonstration avec Bitdefender nouer des relations avec des start-up et avec des entreprises innovantes. C'est pourquoi j'encourage le label French Tech à venir explorer toutes les possibilités de partenariat ici, en Roumanie.

Nous avons beaucoup d'entreprises, des grandes, mais aussi des plus petites, qui viennent justement avoir des implantations ici, avec des entreprises de haut niveau technologique roumaine. On le voit bien sur la cyber sécurité, mais on le voit aussi ici, à travers cette recherche, comme on pourrait le voir aussi dans les énergies renouvelables.

La Roumanie bénéficie de fonds structurels importants. D'ailleurs, nous avons fait en sorte, lorsqu'il s'est agi d'établir le budget de l'Europe, que les fonds structurels puissent être maintenus à un niveau élevé. Je le rappelle, parce que l'Europe, c'est une solidarité. Cette solidarité s'est exercée, s'exerce encore à l'égard des pays qui ont rejoint l'Union européenne à partir des années 2000.

Cette solidarité est le fondement même de l'Europe. Elle doit être rappelée chaque fois qu'il y a une épreuve, chaque fois qu'il y a une difficulté. Les fonds structurels, ce n'est pas un dû, ce n'est pas un guichet, qui ferait que l'on viendrait prendre en Europe ce que nous aurions ensemble consenti, sans qu'il y ait une volonté commune de bâtir un espace, et d'en faire aussi un lieu où nous pouvons prendre des décisions. Ce sera l'objet du sommet de Bratislava.

Les fonds structurels sont donc faits pour créer de la cohésion. C'est d'ailleurs comme cela qu'ils s'appellent, des fonds de cohésion. La cohésion est indispensable à l'échelle de chaque Nation, mais c'est aussi indispensable au niveau européen, ou alors, nous ne sommes qu'une addition, une juxtaposition, et nous n'avons plus cet élan collectif qui fait que nous sommes à la fois plus forts ensemble et respectés au-delà de nos frontières.

Je reviens aux fonds structurels, cela représente une masse financière importante, plus de vingt milliards d'euros. Tout dépend de ce que la Roumanie va vouloir en faire avec l'Union européenne. Mais les entreprises françaises doivent absolument, sur toute cette période qui va encore durer jusqu'en 2020 et ensuite il y aura un autre budget européen. Nous devons saisir toutes les opportunités dans tous les domaines des infrastructures routières, transports routiers, transports ferroviaires, les villes durables, il y a beaucoup à faire, beaucoup de marchés qui vont s'ouvrir et donc nous devons y prendre notre part et réaliser des infrastructures et démontrer -et c'est le cas- que nos entreprises ont l'expérience d'expertise pour réaliser de grands projets et pour anticiper sur la transition énergétique.

L'accord de Paris, nous, nous sommes fiers qu'il ait eu lieu à Paris et dans le contexte que vous savez. L'accord de Paris va changer les comportements, va modifier les choix d'investissement, va faire surgir de nouveaux financements et va accélérer la transition.

Nous devons d'ores et déjà y prendre toute notre place. Il y a des acteurs français dans le domaine de l'énergie, dans toutes les énergies, le nucléaire, chacun le sait, mais également dans la gestion des déchets, des combustibles, dans les réseaux de chaleur, les énergies renouvelables, et aussi dans l'efficacité énergétique pour le bâtiment. Nous devons donc faire en sorte -Roumanie et France- d'être capables chaque fois que nous réalisons une infrastructure, chaque fois que nous portons un projet pour l'énergie, d'être non pas simplement exemplaire, d'être en avance grâce aux technologies, pour que nous puissions avoir davantage d'opportunités en termes d'investissement et davantage de retombées en termes de lutte contre le réchauffement climatique.

Je veux également soulever une question qui revient souvent lorsqu'en Europe nous coopérons et lorsque la France décide d'investir dans un pays à travers ses entreprises. Est-ce que cela va être favorable à l'emploi ? A l'emploi en France et à l'emploi dans le pays dans lequel nous investissons ? Est-ce que c'est

une coopération où il n'y a officiellement que des gagnants ? Cette question est toujours présente dans les esprits quand une grande entreprise française, ou même une petite, décide d'installer une usine, est-ce que ce n'est pas au détriment de l'emploi en France ? Cette question s'est posée au moment où il y a eu pour RENAULT le choix de DACIA. Je vais cet après-midi dans un site aéronautique, où la démonstration est faite et je vais prendre ces deux exemples. D'abord l'usine Airbus Helicopters de Brasov, c'est une centaine d'entreprises, de filiales aéronautiques françaises qui vont être renforcées par cet investissement parce que le partenariat fait qu'il y a une part, près de 70 % des commandes, de fournitures qui viennent de France qui intéressent par exemple des entreprises comme TURBOMECA, MECI et BUGATTI et de nombreuses PME.

Donc c'est bon pour la Roumanie, puisque l'on va produire des hélicoptères et c'est bon pour la France puisque ce sont de nombreuses entreprises françaises qui vont faire l'accompagnement, la fourniture, l'ingénierie et nous allons en plus pouvoir aller gagner des marchés dans d'autres pays et donc vendre nos hélicoptères.

Prenons l'exemple de Dacia, Renault a pu améliorer ses marges, réinvestir dans les chaînes de production en France, et il y a eu d'autres lignes de véhicules qui ont pu être ouvertes. Je pense à Flins et à Sandouville dont les carnets de commandes sont pleins. C'est justement parce qu'il y a eu cette complémentarité et aussi les fournitures qui ont pu être apportées, l'ingénierie qui a pu être également engagée, les achats qui ont pu être multipliés. Voilà ce qui doit être démontré, c'est très important parce qu'il y a toujours des esprits qui ne sont pas seulement chagrins, ils peuvent être malins. Malins au sens du mal, pas au sens de l'esprit.

Donc il y en a qui trouvent toujours des explications qui viendraient fausser le choix de l'ouverture, et donc qui nous obligerait à nous replier, à nous fermer, à nous enfermer. Et donc nous devons à chaque fois justifier, montrer que nous sommes gagnants dans l'investissement, dans l'échange, dans le commerce et dans la relation économique par exemple entre nos deux pays. Et c'est le cas. L'avenir est dans les partenariats que nous pouvons établir de nos chaînes de valeurs pour le développement de l'emploi.

Je veux également insister sur une autre question qui a été abordée entre le Président IOHANNIS et moi-même, c'est la question du travail détaché, c'est-à-dire de la libre circulation. C'est ce qui justifie que nous avons fait l'Europe, d'ailleurs c'est ce qui justifie que le Royaume-Uni veuille quitter l'Europe, cela s'est fait sur la question de la libre circulation. Et si le Royaume-Uni veut accéder au marché intérieur tout en étant extérieur à l'Union européenne, il faudra que le Royaume-Uni accepte la libre circulation.

Mais la libre circulation, ce n'est pas l'abus de la libre circulation, ce n'est pas la fraude, ce ne sont pas les excès, ce ne sont pas les sociétés écrans et ce n'est pas l'utilisation de travailleurs qui n'ont rien de détachés. Donc nous devons là-aussi non seulement rétablir des règles, mais les renforcer. Et c'est toute la discussion qui s'est engagée pour la directive sur les travailleurs détachés. Nous devons ensemble faire en sorte que cela puisse être utile à nos économies. La France n'acceptera pas qu'il y ait des abus et elle s'est donc engagée dans cette négociation et nous trouverons le compromis nécessaire.

Je veux terminer pour dire combien je suis heureux de venir en visite d'Etat ici en Roumanie. Cela faisait longtemps que cela ne s'était pas produit. Il y a des liens très forts qui nous unissent et je les ai rappelés - notamment la langue, la francophonie. La francophonie est bien sûr un enjeu culturel. C'est un enjeu de diversité à l'échelle du monde, c'est presque aussi un enjeu de valeur, quand on parle le Français, on accède aussi à des auteurs, à la littérature, à la création, à la culture. Mais la francophonie est aussi un outil de développement économique, et c'est très important pour des entreprises françaises, en venant ici en Roumanie de savoir qu'elles seront dans le meilleur environnement et que ce sera plus simple pour régler de nombreuses questions. C'est pourquoi c'est si important aussi que la Roumanie fasse l'effort de continuer à former les jeunes et à leur donner la possibilité de parler le Français.

C'est cette conception-là de la francophonie économique que nous devons également promouvoir.

Ensuite, nous devons faire en sorte -nos deux gouvernements- de créer le meilleur environnement. Je pense que le président IOHANNIS a été parfaitement clair, et je veux l'être aussi, nous voulons favoriser autant qu'il est possible le développement des échanges. Nous croyons que les investissements que nos entreprises portent dans un pays comme la Roumanie ont des retombées considérables pour notre pays et créent des liens qui ensuite sont de nature à se développer, à s'intensifier.

Je vais terminer sur, justement, ce laser exceptionnel qui est en train d'être installé ici, avec l'entreprise THALES qui le met en uvre. Il va y avoir une coopération entre nos chercheurs pendant des années, il va y avoir de nombreuses entreprises qui vont venir parce qu'il y a des applications considérables. Il faut en tirer deux conclusions. La première est que l'effort de recherche est indispensable pour un pays, en l'occurrence la France et la Roumanie, pour l'Europe. Ce sont les Nations qui feront l'effort le meilleur et le plus élevé en matière de recherche qui gagneront dans la mondialisation.

Et deuxième leçon, c'est qu'il n'y a pas de recherche sans qu'il y ait l'application, sans qu'il y ait le développement, sans qu'il y ait les entreprises. Et ici, vous êtes la preuve que de nombreuses entreprises ont fait le choix de la Roumanie, parce que c'était le choix de l'amitié, de la culture, de la langue, mais aussi de la technologie. Merci.